

BRUXELLES

Sans-abri et mal-logés à Bruxelles: du simple au double en seulement dix ans?

Home > Régions - 18/09/2018 à 08:25 - Benoît ROBAYE - L'Avenir

Partager       

À l'approche des élections, le mouvement «Droit à un toit ou droit dans le mur» a manifesté sa colère et fait entendre la voix des sans-abri et mal logés à Bruxelles. Ils sont près de 3.400, voire davantage encore...

3.386 personnes. C'est le nombre de sans-abri et mal logés pour la seule Région de Bruxelles-Capitale, selon les chiffres publiés par «La Strada», le Centre d'appui bruxellois au secteur d'aide aux sans-abri.

«Le nombre total de personnes dénombrées en situation de sans-abrisme, de mal-logement et en logement inadéquat a quasiment doublé (+96%) en 8 ans, de 1.729 à 3.386,» précise La Strada dans le rapport de la quatrième édition de son dénombrement.

Dans ce contexte pour le moins consternant, le mouvement «Droit à un toit ou droit dans le mur» (DAT) a mené une action en vue de faire entendre la voix des sans-abri dans la capitale, une action organisée symboliquement au tunnel piétonnier reliant l'avenue Fonsny et la rue des Vétérinaires.

«C'est le tunnel qui a été fermé. Alors qu'une série de personnes y survivaient, on leur a demandé de dégager, sans proposer de solution, pour aller mourir tranquillement plus loin,» déplore Chloé Thôme, porte-parole du DAT, qui regroupe des associations qui luttent contre le sans-abrisme. «Entre 3.000 et 4.000, c'est le chiffre (de sans-abri et mal logés) pour Bruxelles,» confirme-t-elle.

«Je suis candidat à un toit»

Lors de son action, le DAT, plutôt que des candidats aux élections, a affiché les visages de candidats à un toit. «Ils sont une infime partie de tous les gens qui cherchent un logement,» précise Chloé Thôme. «On tape sur le clou, on essaie d'attirer l'attention avant les élections.»

Ce qui est le plus frappant, selon le rapport de la Strada, «c'est l'augmentation de 72% (de 412 en 2014 à 707 en 2016) du nombre de personnes dénombrées dans l'espace public (NDLR, c'est-à-dire à la rue). Ce nombre de personnes a augmenté par paliers depuis le premier dénombrement (269 soit 16% en 2008, 329 soit 17% en 2010, 412 soit 16% en 2014)».

Parmi les près de 3.400 sans abri et mal logés dénombrées par la Strada, plus d'une personne sur 5 passe la nuit en rue.

«Le secteur de l'aide aux sans-abris dénonce une politique de gestion des conséquences et réclame une politique intégrée, cohérente et ambitieuse de lutte contre le sans-abrisme, qui s'attaque également aux causes du phénomène,» peut-on lire sur [le site du DAT](#), où la « société civile » est invitée à signer « l'appel ».

Le sans-abrisme, «un choix politique»

«Le sans-abrisme n'est pas une fatalité anthropologique, c'est un choix politique, des villes étrangères l'ont prouvé,» insiste Laurent d'Ursel, également derrière l'ASBL [DoucheFLUX](#). «Le mouvement («Droit à un toit ou droit dans le mur») a eu deux points de départ: les chiffres catastrophiques pointés du doigt par la Strada et la crise du Samusocial.»

Parmi les causes de «l'échec cinglant de la politique en la matière», le DAT retient notamment le manque catastrophique de logements accessibles. «C'est une boutade, mais quand on sait qu'il y a des milliers de logements inoccupés à Bruxelles, il y aurait même moyens de faire des résidences secondaires,» ironise Laurent d'Ursel.